



Assemblée générale

Distr. générale
7 novembre 2024
Français
Original : anglais

Conseil des droits de l'homme

Cinquante-septième session

9 septembre-9 octobre 2024

Point 2 de l'ordre du jour

**Rapport annuel du Haut-Commissaire des Nations Unies
aux droits de l'homme et rapports du Haut-Commissariat
et du Secrétaire général**

Rapport de la Mission internationale indépendante d'établissement des faits pour le Soudan*

Résumé

Dans le présent rapport, soumis en application de la résolution [54/2](#) du Conseil des droits de l'homme, la Mission internationale indépendante d'établissement des faits pour le Soudan présente les conclusions de ses enquêtes sur les violations du droit international des droits de l'homme et du droit international humanitaire, ainsi que sur les crimes connexes, commis au Soudan dans le cadre du conflit qui a éclaté au milieu du mois d'avril 2023. Elle y formule également des recommandations, notamment sur l'établissement des responsabilités et l'accès des victimes à la justice.

* La version originale du présent rapport a été soumise aux services de conférence après la date prévue pour que l'information la plus récente puisse y figurer.



I. Introduction

1. Dans sa résolution 54/2, le Conseil des droits de l'homme a décidé d'établir une mission internationale indépendante d'établissement des faits pour le Soudan, composée de trois experts, pour une durée initiale d'un an. Il a chargé cette mission, entre autres activités, d'enquêter sur toutes les allégations de violations des droits de l'homme et du droit international humanitaire, d'atteintes à ces droits et de crimes connexes commis dans le contexte du conflit armé qui oppose depuis le 15 avril 2023 les Forces armées soudanaises et les Forces d'appui rapide, ainsi que d'autres parties belligérantes, et d'établir les faits, les circonstances et les causes profondes des violations. Dans la même résolution, il a prié la mission d'établissement des faits de lui présenter un rapport complet sur ses conclusions à sa cinquante-septième session.

2. Le 18 décembre 2023, le Président du Conseil des droits de l'homme a nommé les trois experts indépendants suivants : Mohamed Chande Othman (République-Unie de Tanzanie) (Président), Joy Ngozi Ezeilo (Nigéria) et Mona Rishmawi (Jordanie et Suisse). En raison de la crise de liquidités à laquelle le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies fait face, le secrétariat de la mission n'a été établi qu'en mai 2024, à Nairobi, et est doté d'environ deux tiers des effectifs prévus. Avant la mise en place du secrétariat, le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH) avait mis une petite équipe de démarrage à la disposition de la mission, ce dont elle lui sait gré.

3. On trouvera dans le présent rapport les conclusions de la mission sur la situation au Soudan depuis le début du conflit, au milieu du mois d'avril 2023. La mission a en outre élaboré un document de séance contenant des informations et des analyses détaillées. Elle a envoyé son projet de rapport au Gouvernement soudanais le 23 août 2024, en le priant de corriger les éventuelles inexactitudes avant le 1^{er} septembre 2024, mais n'a reçu aucune réponse.

II. Méthodes de travail

A. Dialogues et consultations

4. Conformément à son mandat, la mission s'est entretenue en ligne et en personne, lors de ses missions au Kenya, en Ouganda, en Suisse et au Tchad, avec des dirigeants locaux soudanais, des organisations de la société civile, des victimes et des rescapé(e)s¹, des experts, des organisations et entités menant des activités en lien avec la situation au Soudan, y compris des organismes des Nations Unies, et des missions diplomatiques.

5. Les experts ont effectué des missions à Genève en janvier et juin 2024 et tenu des consultations avec le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, des fonctionnaires du HCDH et le Président du Conseil des droits de l'homme.

6. De plus, la mission s'est entretenue avec l'Expert des droits de l'homme au Soudan, l'Envoyé personnel du Secrétaire général pour le Soudan, la Conseillère spéciale du Secrétaire général pour la prévention du génocide, la Représentante spéciale du Secrétaire général chargée de la question des violences sexuelles commises en période de conflit, la Représentante spéciale du Secrétaire général pour la question des enfants et des conflits armés, le Groupe d'experts sur le Soudan et d'autres hauts fonctionnaires de l'Organisation des Nations Unies. Elle s'est également entretenue avec le Rapporteur pour le Soudan de la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples, l'Envoyé spécial de l'Union africaine pour la prévention du génocide et d'autres atrocités criminelles, ainsi que des représentants de la Cour pénale internationale. Elle a adressé une invitation au dialogue et à la coopération à l'Autorité intergouvernementale pour le développement, à la Ligue des États arabes, à l'Organisation de la coopération islamique et à l'Union africaine afin de coordonner ses efforts avec ces acteurs et de veiller à leur complémentarité, ainsi que le demande le Conseil des droits de l'homme dans sa résolution 54/2.

¹ Le terme « rescapé(e) » est ici synonyme de « victime ».

7. La mission a adressé des communications aux autorités soudanaises à quatre reprises (3 et 29 janvier, 7 juin et 9 août 2024) pour leur demander l'autorisation de se rendre au Soudan, mais n'a obtenu aucune réponse de leur part. Elle reste ouverte au dialogue avec les autorités soudanaises et disposée à se rendre dans le pays.

8. Le 20 décembre 2023, les Forces d'appui rapide ont adressé au Président du Conseil des droits de l'homme, par l'intermédiaire du HCDH, une communication dans laquelle elles exprimaient leur volonté de coopérer pleinement avec la mission. Elles ont donné suite à leur communication initiale en juillet 2024, puis établi une certaine communication avec le secrétariat.

9. La mission se dit prête à dialoguer avec toutes les parties au conflit, conformément à son mandat.

10. La mission a également demandé aux pays voisins (Égypte, Éthiopie, Kenya, Ouganda, République centrafricaine, Soudan du Sud et Tchad) de coopérer avec elle et de lui permettre d'accéder à leur territoire pour y recueillir des informations de première main auprès des victimes soudanaises du conflit. Elle s'est rendue au Kenya en mai et en août, au Tchad en juillet et en Ouganda en août 2024. Elle remercie les Gouvernements kényan, ougandais et tchadien de leur coopération.

B. Enquêtes et vérification des informations

11. La mission a lancé un appel à contributions et reçu de nombreuses informations de la part de particuliers et d'organisations. Elle a examiné des rapports provenant de diverses sources, notamment d'entités des Nations Unies, d'organismes régionaux et internationaux et d'organisations non gouvernementales. Elle a mené des consultations approfondies avec des organisations de la société civile soudanaise, des défenseurs des droits de l'homme, des experts et d'autres parties prenantes.

12. La mission a obtenu des informations de première main dans le cadre d'entretiens avec des victimes, des membres de leurs familles, des témoins oculaires, des intervenants de première ligne et d'autres sources, notamment durant ses visites au Kenya, en Ouganda et au Tchad. Au 31 juillet 2024, elle avait mené des entretiens avec 182 personnes (67 femmes et 115 hommes).

13. La mission remercie les témoins qu'elle a entendus et les personnes et organisations avec lesquelles elle s'est entretenue. Elle a exercé son mandat dans le respect des principes d'indépendance, d'impartialité, d'objectivité, de transparence, d'intégrité et de protection des sources, ainsi que du principe consistant à ne pas nuire. Elle a appliqué la règle de la preuve fondée sur l'existence de « motifs raisonnables de croire ». Elle n'a formulé de conclusions factuelles et juridiques qu'à condition de disposer d'informations suffisantes, fiables et corroborées permettant à une personne raisonnable et normalement prudente de croire que les faits ou les comportements décrits ont bien eu lieu. Dans le présent rapport, les informations introduites par l'expression « la mission constate » répondent à ces critères.

III. Droit applicable

14. La mission a appliqué le cadre du droit international des droits de l'homme, du droit international humanitaire et du droit pénal international, tout en tenant compte des engagements des parties au conflit qui ne relevaient pas de ce cadre. Elle a également pris en compte la législation nationale soudanaise, lorsqu'il y avait lieu.

15. Le Soudan est partie à sept des neuf principaux instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme, à savoir le Pacte international relatif aux droits civils et politiques, le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, la Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées, la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale et la Convention relative aux droits de l'enfant et son Protocole facultatif concernant l'implication d'enfants dans les conflits armés. Au niveau régional, il est partie à la Charte

africaine des droits de l'homme et des peuples et à la Charte africaine des droits et du bien-être de l'enfant. Il n'a pas adhéré à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes. Il a signé le Protocole à la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples relatif aux droits des femmes en Afrique, mais ne l'a pas ratifié.

16. Le Soudan est partie aux quatre Conventions de Genève du 12 août 1949 et à leurs deux Protocoles additionnels de 1977. Les règles de droit international coutumier s'appliquent également de manière contraignante à toutes les parties au conflit.

17. Le Soudan est partie à la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide. Il a signé le Statut de Rome de la Cour pénale internationale, mais ne l'a pas ratifié. Toutefois, la situation au Darfour depuis le 1^{er} juillet 2002 relève de la compétence de la Cour, comme le prévoit le Conseil de sécurité dans sa résolution 1593 (2005).

18. Le Conseil de sécurité a imposé un embargo sur les armes au Darfour². Comme suite au déclenchement des hostilités, le Conseil, dans sa résolution 2724 (2024), a demandé la cessation immédiate des hostilités et exhorté l'ensemble des parties à s'acquitter des obligations mises à leur charge par le droit international humanitaire et à respecter les engagements pris au titre de la Déclaration d'engagement de Djedda en faveur de la protection des civils du Soudan. Dans sa résolution 2736 (2024), il a exigé que les Forces d'appui rapide mettent fin au siège d'El-Fasher et que toutes les parties au conflit assurent la protection des civils.

IV. Conflit actuel

19. Au milieu du mois d'avril 2023, des hostilités ont éclaté à Khartoum entre les Forces armées soudanaises et les Forces d'appui rapide, ainsi que les milices qui leur sont respectivement alliées. Elles se sont rapidement étendues à d'autres régions du Soudan. Avant le conflit actuel, les tensions montaient depuis la destitution de l'ancien Président Omer Hassan Ahmed Al-Bashir, en 2019, qui a permis au général de corps d'armée Abdel-Fattah Al-Burhan de prendre les rênes du Conseil de souveraineté de transition créé par l'armée, avec pour adjoint le général de corps d'armée Mohamed Hamdan Dagalo, également connu sous le nom de Hemedti. Malgré l'adoption d'une constitution de transition prévoyant que le pays serait dirigé par une coalition civilo-militaire pendant une période transitoire de trente-neuf mois, la transition vers un régime civil a échoué lorsque les Forces armées soudanaises et les Forces d'appui rapide ont conjointement évincé les dirigeants civils le 25 octobre 2021 et instauré un régime militaire.

20. Au moment de la rédaction du présent rapport, le conflit s'était étendu à la plupart des États du Soudan et avait eu des conséquences dévastatrices pour les civils dans tout le pays. De nombreuses initiatives ont été engagées pour mettre fin au conflit. Le 16 avril 2023, le Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine a demandé qu'un cessez-le-feu soit conclu sans délai et qu'une protection et une aide humanitaire soient accordées aux civils³. Le 27 mai 2023, l'Union africaine a adopté la Feuille de route pour le règlement du conflit au Soudan, dans laquelle elle appelle à une cessation globale des hostilités⁴. L'Autorité intergouvernementale pour le développement a lancé un processus politique distinct qui a abouti à l'adoption d'une feuille de route le 12 juin 2023⁵.

21. Au début du mois de mai 2023, l'Arabie saoudite et les États-Unis d'Amérique ont coorganisé à Djedda (Arabie saoudite) des pourparlers entre les représentants des Forces armées soudanaises et des Forces d'appui rapide, qui ont conduit à la signature de la Déclaration de Djedda. Dans cet accord, les parties se sont engagées à protéger les civils, à respecter le droit international humanitaire et le droit international des droits de l'homme, à permettre la reprise des opérations humanitaires, à protéger les agents et le matériel humanitaires, à veiller à ce que leurs éléments respectifs respectent le droit international

² Voir les résolutions 1556 (2004), 1591 (2005), 1945 (2010) et 2676 (2023) du Conseil de sécurité.

³ Voir PSC/PR/COMM.1149 (2023).

⁴ Voir PSC/HoSG/COMM.1156 (2023).

⁵ Voir <https://igad.int/final-communique-of-the-14th-ordinary-session-of-the-igad-assembly-of-heads-of-state-and-government-djibouti-republic-of-djibouti-12th-june-2023/#>.

humanitaire et à programmer des discussions élargies en vue de parvenir à une cessation permanente des hostilités. Ces engagements restent en grande partie lettre morte. Une nouvelle série de pourparlers tenue à Manama en janvier 2024, puis à Genève en août 2024, a abouti à un accord prévoyant l'ouverture de la frontière à Adré (Tchad) pour permettre l'acheminement de l'aide humanitaire⁶.

22. Le 21 novembre 2023, le Secrétaire général a nommé un envoyé personnel pour le Soudan. En juillet 2024, ce dernier s'est entretenu avec les représentants des parties au conflit des mesures à prendre pour assurer la distribution de l'aide humanitaire et la protection des civils sur l'ensemble du territoire.

Principaux acteurs du conflit

23. La mission considère que le Soudan est le théâtre d'un conflit armé non international et que, par conséquent, l'article 3 des Conventions de Genève ainsi que le Protocole additionnel aux Conventions de Genève relatif à la protection des victimes des conflits armés non internationaux s'appliquent. Les deux principales parties au conflit armé sont les Forces armées soudanaises et les Forces d'appui rapide. L'une et l'autre s'appuient sur des forces armées et paramilitaires régulières, des milices auxiliaires, des milices alliées et des agences de renseignement et de sécurité.

Forces armées soudanaises

24. Les Forces armées soudanaises sont dirigées et contrôlées par leur commandant en chef, le général de corps d'armée Al-Burhan. Celui-ci définit la stratégie politique et militaire et ses officiers supérieurs contrôlent le Conseil de souveraineté de transition, les Forces armées soudanaises, les ministères et les administrations des États fédérés. Outre le Service du renseignement général, les Forces armées soudanaises disposent de leur propre agence de renseignement militaire, placée sous les ordres directs du général de corps d'armée Al-Burhan.

25. Dans le conflit actuel, les Forces armées soudanaises s'appuient largement sur leurs moyens aériens et s'emploient à renforcer leurs moyens terrestres, qui comprenaient les Forces d'appui rapide avant le conflit, en menant une campagne de mobilisation massive. Leurs dirigeants ont créé un comité chargé de coordonner le recrutement, l'armement et le financement de nouvelles milices. Appelées « les mobilisés » (*mustanfareen*), de nouvelles recrues intégrées en parallèle sont enrôlées dans les Forces armées soudanaises et déployées pour renforcer les divisions en sous-effectif.

26. Plusieurs groupes armés originaires du Darfour, dont le Mouvement pour la justice et l'égalité, l'Armée de libération du Soudan-faction Minni Minawi, l'Armée de libération du Soudan-faction Tambour, l'Alliance soudanaise, le Mouvement/Armée populaire de libération du Soudan-Nord dirigé par Malik Agar et certains groupes issus de l'est du Soudan combattent aux côtés des Forces armées soudanaises. Le Mouvement pour la justice et l'égalité, l'Armée de libération du Soudan-faction Minni Minawi et d'autres groupes armés du Darfour ont constitué une force conjointe qui combat en coordination avec les Forces armées soudanaises contre les Forces d'appui rapide, en particulier dans l'État du Darfour septentrional et sa capitale, El-Fasher.

Forces d'appui rapide

27. Les Forces d'appui rapide sont dirigées par le général de corps d'armée Mohamed Hamdan Dagalo, dont le frère aîné, le général de corps d'armée Abdelrahim Hamdan Dagalo, est commandant en second. Il s'agit d'une force de combat terrestre très mobile regroupant, au sein d'une alliance contrôlée par le général de corps d'armée Mohamed Hamdan Dagalo, les unités régulières des Forces, leur propre service de renseignement et des milices nouvellement recrutées.

⁶ Voir www.unocha.org/publications/report/sudan/sudan-adre-border-crossing-situation-update-flash-update-no-01-27-august-2024.

28. La genèse des Forces d'appui rapide remonte au début des années 2000, lorsque le Gouvernement soudanais a armé des civils pour lutter contre une insurrection au Darfour. Des tribus nomades arabes, sans terres traditionnelles et désireuses de se sédentariser en raison de la désertification croissante, ont répondu à l'appel, et le Gouvernement les a organisées en milices désignées sous le nom de janjaouid. En 2005, il a été établi que ces milices avaient commis, de concert avec les forces gouvernementales, de graves violations des droits de l'homme et du droit international humanitaire⁷.

29. À partir de 2013, face à une nouvelle insurrection, le Gouvernement a réorganisé certaines des milices janjaouid, qui sont devenues les Forces d'appui rapide. Le général de corps d'armée Mohamed Hamdan Dagalo a été nommé commandant des opérations. La loi de 2017 sur les Forces d'appui rapide a officiellement établi leur existence. Avant le conflit actuel, le Gouvernement a fourni aux Forces d'appui rapide des moyens et un soutien considérables. Ces dernières ont accru leur influence politique et leurs capacités militaires en se déployant au Darfour, dans d'autres régions du Soudan et au Yémen.

30. Dès le début du conflit, les hauts dirigeants des Forces d'appui rapide ont recruté, directement ou par le truchement d'intermédiaires, des combattants dans les États voisins et les régions périphériques du Soudan contre rémunération, armes et autres avantages, notamment la perspective de biens pillés.

Autres groupes armés

31. Un certain nombre d'autres groupes armés ne sont inféodés ni aux Forces d'appui rapide ni aux Forces armées soudanaises. Il s'agit notamment de l'Armée de libération du Soudan-Abdul Wahid et du Mouvement de libération du Soudan-Conseil de transition au Darfour, ainsi que du Mouvement populaire de libération du Soudan-Nord-faction Abdelaziz Hélou, qui contrôle certaines parties des États du Kordofan méridional et du Nil-Bleu.

V. Causes profondes du conflit

32. Le conflit entre les Forces armées soudanaises et les Forces d'appui rapide est souvent décrit comme une bataille de pouvoir entre les généraux de corps d'armée Al-Burhan et Mohamed Hamdan Dagalo. Il existe toutefois des racines plus profondes et des facteurs complexes, qui tiennent à l'absence d'inclusivité et de démocratie dans le Gouvernement, aux fortes inégalités, à la centralisation du pouvoir et des ressources, à la marginalisation de diverses communautés et à l'impunité généralisée au Soudan.

33. Depuis son indépendance, le Soudan est fragmenté et plongé dans un cycle de violence, même en temps de paix. Il a connu de longues périodes de conflits armés et de troubles politiques. Plus de 46 accords de paix ont été signés. Tous les processus de paix engagés par le passé présentaient une faiblesse majeure : ils visaient à mettre fin au conflit sans remédier à ses causes profondes ni amener les auteurs d'atrocités criminelles à répondre de leurs actes. Ce problème demeure, malgré les recommandations formulées dans le cadre de divers mécanismes, notamment la Commission internationale d'enquête pour le Darfour et le Groupe de haut niveau de l'Union africaine sur le Darfour. La recommandation de la Commission internationale d'enquête pour le Darfour tendant à saisir la Cour pénale internationale de la situation a été appliquée, mais pas les autres mesures proposées pour mettre fin à l'impunité. Les recommandations du Groupe de haut niveau de l'Union africaine sur le Darfour visant à remédier aux causes profondes du conflit et à établir les responsabilités n'ont pas non plus été suivies d'effet.

34. Nombre de ceux qui ont pris les armes lors des conflits précédents sont issus des communautés les plus pauvres. Leur pauvreté s'explique en partie par la négligence de l'administration centrale, le sous-développement, la discrimination et les transformations écologiques et démographiques. Les conflits en cours ont entraîné des déplacements massifs de population dans l'ensemble du Soudan, ce qui a aggravé la situation.

⁷ S/2005/60, par. 68, 69 et 248 à 413.

35. En outre, l'instabilité politique interne que le Soudan connaît depuis son indépendance a conduit à plusieurs prises de pouvoir par l'armée, à l'instauration d'un régime militaire restrictif et à l'exclusion de la population civile des processus politiques. Cette situation s'est aggravée au cours des trente années de règne de M. Al-Bashir et n'a pas fondamentalement changé après son éviction en avril 2019. Pendant la période qui a suivi, la participation des civils à la vie politique n'a guère progressé, malgré le soulèvement civil de décembre 2018 et la transition prévue vers un régime civil démocratique. Voyant une menace dans le mouvement civil organisé par les comités de résistance, qui se développaient depuis la révolution de 2019, l'armée a employé des méthodes répressives pour y mettre fin⁸.

36. Les dirigeants locaux et les représentants de la société civile avec lesquels la mission s'est entretenue ont souligné que la manipulation politique et idéologique, la violence récurrente sans mise en cause des responsables et la politique consistant à diviser pour mieux régner, en particulier sous M. Al-Bashir, avaient accentué les différences entre différents groupes. Ils ont insisté sur la nécessité de mener un dialogue inclusif pour mieux comprendre les griefs et fixer un cap fondé sur l'égalité et la justice pour tous les citoyens du Soudan.

VI. Violations des droits de l'homme et du droit international humanitaire

37. On estime que 19 000 personnes ont été tuées et 33 000 blessées depuis le déclenchement du conflit, au début du mois d'avril 2023⁹. Nombre d'entre elles sont des civils touchés par des frappes aériennes, des tirs d'artillerie lourde et des attaques terrestres contre des maisons et des villages. L'utilisation d'explosifs à large rayon d'impact dans des zones densément peuplées, en particulier à Khartoum et au Darfour, a fait des morts et des blessés et détruit nombre de maisons, d'hôpitaux, d'écoles et d'autres infrastructures essentielles, ce qui a aggravé la crise humanitaire. En août 2024, 10,7 millions de personnes étaient déplacées dans le pays. Environ 7,9 millions d'entre elles avaient fui leur domicile après le début du conflit et 2,8 millions avaient été déplacées lors de conflits antérieurs¹⁰. Plus de 2,1 millions de personnes, y compris des rapatriés, ont fui vers des pays voisins¹¹.

A. Conduite des hostilités

1. Attaques aériennes et bombardements touchant des civils

38. Le 15 avril 2023, des tirs nourris et des explosions ont touché Khartoum, semant la panique dans la ville et au-delà. Les échanges de tirs entre les Forces armées soudanaises et les Forces d'appui rapide ont conduit à des frappes aériennes et à des tirs d'artillerie incessants dans les trois villes de Khartoum, Omdurman et Khartoum Bahri (agglomération de Khartoum). Des bombardements ont frappé des zones civiles et le conflit s'est étendu au-delà des bases militaires jusqu'aux quartiers résidentiels, ce qui a fait des blessés et des morts parmi les civils et entraîné des destructions massives, notamment de ponts stratégiques.

39. Les bombardements et les frappes aériennes sont restés fréquents dans l'agglomération de Khartoum, touchant plusieurs quartiers. Ainsi, le 22 avril 2023, des bombes ont été larguées à intervalles rapprochés dans le quartier Al-Diyum de Khartoum, entraînant la mort de civils. Plusieurs zones de l'agglomération de Khartoum semblent avoir été réduites en poussière. Les quartiers d'Al-Salama d'al-Qadema, de Salma al-Kababesh, d'Al-Azhari, d'Al-Inkaz et d'Al-Nahda ont subi des frappes aériennes fréquentes. Entre avril et juin 2023, le quartier d'Al-Remila à Khartoum a été la cible de bombardements des Forces armées soudanaises et des Forces d'appui rapide. Le bilan des victimes civiles a continué de s'alourdir.

⁸ Voir [A/HRC/50/22](#).

⁹ Voir Bureau de la coordination des affaires humanitaires, « Sudan: humanitarian update-1 September 2024 ».

¹⁰ Voir <https://dtm.iom.int/fr/sudan> (consulté le 31 août 2024).

¹¹ Voir <https://data.unhcr.org/fr/situations/sudansituation> (consulté le 31 août 2024).

40. Le conflit s'est immédiatement étendu au Darfour, où de nombreuses villes ont été touchées. En mai et juin 2023, divers quartiers de Geneina, dans l'État du Darfour occidental, ont essuyé de nombreux tirs d'artillerie. Des mortiers sont tombés sur des maisons de civils, des infirmeries, des sites de personnes déplacées et des écoles. Selon certaines informations, ces tirs provenaient de l'ouest et du sud de Geneina, zones contrôlées par les Forces d'appui rapide.

41. À partir d'avril 2023, à Nyala, dans l'État du Darfour méridional, les Forces d'appui rapide et les milices qui leur sont alliées se sont livrées à d'intenses affrontements armés avec les Forces armées soudanaises. Les deux forces ont soumis la zone à un bombardement constant et des quartiers civils ont été touchés. En août 2023, le bombardement du pont de Taiba, à Nyala, a fait des morts et des blessés parmi les dizaines de civils qui s'étaient réfugiés à proximité. Les combats se sont poursuivis jusqu'au 26 octobre 2023, date à laquelle les Forces d'appui rapide ont pris le contrôle de la base des Forces armées soudanaises à Nyala.

42. À Zalingei, dans l'État du Darfour central, des affrontements armés ont eu lieu entre les Forces armées soudanaises et les Forces d'appui rapide et les milices qui leur sont alliées du 15 avril au 31 octobre 2023, date à laquelle les Forces d'appui rapide se sont emparées de la base des Forces armées soudanaises. Au cours de cette période, les deux Forces ont échangé des tirs d'obus dans des quartiers civils, faisant des morts et des blessés et entraînant des déplacements de population, notamment dans les quartiers du stade, d'Imtidat, de Salam et de Zariba les 13 et 14 mai 2023.

43. Le 14 mars 2024, les Forces armées soudanaises auraient bombardé l'école élémentaire de Hadra, dans l'État du Kordofan méridional, tuant 11 enfants et 2 enseignants et blessant 46 enfants. Les Forces d'appui rapide auraient bombardé une école religieuse connue sous le nom d'Al-Khalwa al-Tijaniyah à El-Fasher, tuant au moins 34 personnes, dont une majorité d'enfants.

44. Sur la base des éléments de preuve recueillis, la mission constate que les Forces armées soudanaises et les Forces d'appui rapide n'ont pas pris de mesures suffisantes pour réduire au minimum l'impact des frappes aériennes ou des tirs d'artillerie sur les civils. Elle fait observer que le droit international humanitaire impose à toutes les parties à un conflit de respecter strictement les principes de distinction, de proportionnalité et de précaution. Une attaque est considérée comme indiscriminée lorsqu'elle frappe indistinctement des objectifs militaires, des civils ou des objectifs civils, parce qu'elle n'est pas dirigée vers un objectif militaire particulier ou ne peut l'être, ou lorsqu'on ne peut pas en limiter les effets. Les pratiques incompatibles avec le droit international humanitaire, notamment les attaques indiscriminées mettant en péril la vie de civils, sont également contraires au droit international des droits de l'homme.

2. Pillage et destruction de biens et d'infrastructures de caractère civil

45. La mission a établi que les Forces armées soudanaises et les Forces de soutien rapide avaient attaqué, endommagé ou détruit des infrastructures et des biens civils, y compris des biens indispensables à la survie de la population civile. Des installations d'approvisionnement en eau, des réseaux de communication et des lignes électriques ont été détruits à Khartoum, au Darfour et ailleurs, laissant les civils dans une situation critique. Les frappes aériennes et les bombardements ont détruit de nombreuses habitations résidentielles, de sorte que des milliers de civils se sont retrouvés sans toit et que beaucoup ont dû fuir et chercher refuge ailleurs.

46. Des installations médicales situées dans diverses zones touchées par le conflit ont également été la cible d'attaques, ce qui a gravement perturbé le système de santé. Plusieurs hôpitaux, dont l'établissement Al-Shuhada à Khartoum, ont été pillés par les Forces d'appui rapide, et des membres du personnel hospitalier et des patients ont été agressés ou tués.

47. La mission a constaté des pillages généralisés, qui était principalement le fait des Forces d'appui rapide et des milices qui leur sont alliées, auxquelles succédaient parfois des civils, des bandits et des groupes de pillards, y compris des *kassiba*¹². De nombreux cas de

¹² *Kassiba* (ou *Kasaba*) est un mot arabe familier au Soudan, qui se traduit par « profiteurs ». Ce terme désigne généralement des groupes de hors-la-loi qui commettent des vols et pillent des maisons en temps de guerre.

pillage, souvent accompagnés de meurtres et de violences contre des civils, ont été signalés à Khartoum, dans l'État de Gazira, au Darfour et dans leurs environs, notamment dans les villes de Geneina, d'Ardamata, de Nyala, d'El-Fasher, de Zalingei et aux alentours. Les personnes déplacées de chez elles à Khartoum, au Darfour, dans l'État de Gazira ou dans d'autres régions ont rapporté que les Forces d'appui rapide ou les milices qui leur sont alliées avaient pris tous leurs biens ou presque, y compris leurs maisons, qu'elles avaient ensuite occupées. Au Darfour, le pillage et la destruction de biens ont mis à mal l'ensemble des moyens de subsistance et les infrastructures civiles des communautés non arabes, en particulier les Massalit. Ils visaient notamment les logements, les denrées alimentaires et l'eau, le système de santé, les points de ravitaillement en eau, ainsi que les bureaux et les installations de l'administration publique.

48. Compte tenu de ce qui précède, la mission constate que les Forces d'appui rapide et les milices qui leur sont alliées se sont livrées au pillage et à la destruction de biens indispensables à la survie de la population civile, parfois avec la participation de civils ou de *kassiba*, y compris en dirigeant sciemment leurs attaques contre des biens bénéficiant d'une protection spéciale, en violation du droit international humanitaire. Elle constate également qu'au regard du droit international des droits de l'homme, ces actes violent les droits économiques, sociaux et culturels de la population civile, en particulier les droits à la santé physique et mentale, à l'alimentation, à l'eau et au logement.

B. Attaques à caractère ethnique à Geneina

49. Dans certaines régions du pays, les violences revêtaient une dimension ethnique, ainsi que l'attestaient notamment les attaques perpétrées contre la communauté massalit non arabe dans l'État du Darfour occidental.

50. À Geneina, capitale du Darfour occidental, le conflit en cours a exacerbé les tensions tribales préexistantes. Principalement motivé par des considérations ethniques, il opposait les Forces d'appui rapide et les milices qui leur sont alliées aux Forces armées soudanaises et aux groupes ethniques massalit. Entre avril et novembre 2023, les Forces d'appui rapide et les milices qui leur sont alliées ont affronté les Forces armées soudanaises et leurs alliés, notamment l'Alliance soudanaise, qui était alors dirigée par le Gouverneur du Darfour occidental, Khamis Abakar, ainsi que d'autres groupes massalit, pour prendre le contrôle de Geneina.

51. Geneina est une ville multi-ethnique d'environ 540 000 habitants. Après le déclenchement du conflit, le 24 avril 2023, les Forces d'appui rapide et les milices qui leur sont alliées ont attaqué un convoi des Forces armées soudanaises dans le quartier d'Al-Jamarek. Elles ont investi les quartiers d'Al-Jamarek, d'Al-Thawra, d'Al-Tadamon et d'Al-Madares, qu'elles ont soumis à un feu nourri de tirs de mortier et de tirs isolés ayant fait de nombreuses victimes. Alors que les Forces armées soudanaises se repliaient vers leur base d'Ardamata et que certains de leurs éléments se réfugiaient dans des quartiers civils, les Forces d'appui rapide et les milices qui leur sont alliées ont entamé une campagne de violence visant la communauté massalit de Geneina, qui s'est traduite par des atrocités de grande ampleur, notamment des milliers de meurtres¹³, des actes de torture, des viols et d'autres formes de violence sexuelle, ainsi que des pillages et la destruction de biens. Durant ces attaques, les Forces armées soudanaises n'ont pas protégé la population civile.

52. Les hommes massalit étaient systématiquement pris pour cible. Les Forces d'appui rapide et les milices alliées ont pénétré dans les maisons des quartiers massalit à la recherche d'hommes, qu'elles ont violemment agressés et tués, parfois devant leur famille. Les avocats, les médecins, les défenseurs des droits de l'homme, les universitaires et les responsables communautaires et religieux étaient apparemment plus particulièrement visés. Les commandants des Forces d'appui rapide auraient donné l'ordre de « passer la ville au peigne fin » et d'établir des points de contrôle un peu partout.

¹³ S/2024/65, par. 54.

53. L'attaque de Geneina a atteint son paroxysme les 14 et 15 juin 2023, après la capture et l'assassinat du Gouverneur du Darfour occidental, Khamis Abakar, qui était Massalit. Dans la nuit du 14 juin, des dizaines de milliers de personnes, dont une majorité de civils massalit, ont tenté de fuir les quartiers d'Al-Jamarek et d'Al-Madares pour se réfugier à Ardamata. À l'aube du 15 juin, alors qu'ils traversaient les quartiers d'Al-Shatii et d'Al-Naseem à Geneina, des membres de ce convoi de plusieurs kilomètres sont tombés dans une embuscade tendue par les Forces d'appui rapide et les milices alliées à celles-ci. Faisant feu sur le convoi depuis leurs véhicules, les assaillants ont tué et blessé des milliers de personnes, laissant de nombreux cadavres, dont les corps de femmes et d'enfants, dans les rues de Geneina et sur la route qui mène à la frontière avec le Tchad. Les Forces d'appui rapide et les milices alliées ont également pillé, incendié, détruit et bombardé des quartiers massalit à Geneina. Les personnes interrogées ont dit que les Forces d'appui rapide et les milices alliées lançaient contre les Massalit et d'autres groupes non arabes des injures à caractère raciste, les qualifiant d'*umbay* (esclaves), de *komrod* (combattants massalit) et de *nuba* (noirs), tout en proférant des menaces et en affirmant que la terre appartenait aux Arabes. Plusieurs Massalit détenus dans la base des Forces d'appui rapide d'Al-Jamarek et ailleurs ont été violemment battus et torturés.

54. Des femmes ont été agressées, violées et dépouillées de leurs biens en raison de leur appartenance ethnique. Les agresseurs ont tenu des propos injurieux à l'égard de Massalit dans le contexte des viols et des autres formes de violence sexuelle qu'ils commettaient. Après avoir été violée dans sa maison sous la menace d'une arme, une survivante de Geneina s'est entendu dire : « Nous ferons en sorte que vous autres filles massalit donniez naissance à des enfants arabes ». Plusieurs femmes ont affirmé que les Forces d'appui rapide et les milices qui leur sont alliées leur avaient expressément ordonné de partir pour le Tchad et de ne pas revenir, sous peine de représailles.

55. Ces violences et destructions généralisées ont provoqué la fuite de centaines de milliers de personnes¹⁴. Les Forces d'appui rapide et les milices alliées à celles-ci ont continué de poursuivre et d'attaquer les civils en fuite sur les routes du Tchad, leur enjoignant de déclarer leur appartenance ethnique aux points de contrôle qu'elles tenaient.

56. Compte tenu de ce qui précède, la mission constate que les Forces d'appui rapide et les milices qui leur sont alliées ont commis des attaques coordonnées de grande ampleur contre la population civile, principalement la communauté massalit à Geneina, ainsi que dans d'autres zones qu'elles contrôlent le long des itinéraires des civils en fuite. Les meurtres, les actes de torture et les autres formes de peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants décrits ci-dessus, y compris le viol et d'autres formes de violence sexuelle, ainsi que le pillage et la destruction d'objets indispensables à la survie de la population civile, s'inscrivent dans le cadre d'attaques de grande envergure dirigées en particulier contre la communauté massalit en raison de son appartenance ethnique. La mission constate que ces actes constituent des violations du droit international humanitaire attentatoires à la vie et à l'intégrité de la personne, en particulier le meurtre sous toutes ses formes, les traitements cruels et les actes de torture, ainsi qu'à la dignité de la personne, en particulier les traitements humiliants et dégradants, les viols et toute forme d'attentat à la pudeur, ou la menace de tels actes. Ces actes constituent en outre des violations des droits de l'homme, en particulier des droits à la vie et à la non-discrimination, et de l'interdiction de la torture et des autres formes de peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, y compris le viol et d'autres formes de violence sexuelle. La mission constate en outre que les Forces d'appui rapide et les milices alliées à celles-ci ont violé les dispositions du droit international humanitaire interdisant les actes et menaces de violence visant principalement à répandre la terreur parmi la population civile, le fait de prendre cette population pour cible, la destruction d'objets indispensables à sa survie et les déplacements forcés.

C. Violence sexuelle et fondée sur le genre

57. La mission constate que les violences sexuelles et fondées sur le genre, en particulier les viols et les viols collectifs, sont monnaie courante dans le contexte du conflit et continuent de se produire dans tout le Soudan. Si les victimes de ces actes étaient en grande majorité des

¹⁴ Ibid., par. 55.

femmes et des filles en âge de procréer, des sources ont informé la mission que des filles de 8 ans et des femmes de 75 ans avaient été violées. Le viol vaginal perpétré par un ou plusieurs agresseurs est le type de violence sexuelle qui revient le plus souvent dans les témoignages. D'autres formes de viol et de violence sexuelle, tels que le viol anal ou le viol commis avec des parties du corps, notamment les doigts, ont également eu lieu. Les hommes et les garçons n'ont pas été épargnés, bien que les cas signalés soient nettement moins nombreux.

58. Une grande partie des viols et des autres formes de violence sexuelle constatés par la mission a été attribuée à des hommes portant l'uniforme des Forces d'appui rapide et, dans le contexte du Darfour, à des hommes en armes alliés à celles-ci, qui étaient désignés par les victimes sous le nom de Janjaweed, portaient une tenue traditionnelle et étaient coiffés d'un châle (*kadamol*) couvrant la majeure partie de leur visage.

59. La mission constate que les Forces d'appui rapide ont commis des violences sexuelles à grande échelle dans le cadre d'attaques contre des villes de la région du Darfour et de l'agglomération de Khartoum. Nombreux sont les témoins et les victimes de viols et d'autres formes de violence sexuelle perpétrés lors des attaques menées à Geneina entre le milieu du mois d'avril et le milieu du mois de juin 2023, et à Ardamata en novembre 2023. Des victimes ont raconté que leurs agresseurs les avaient attaquées chez elles, frappées, fouettées et menacées de mort ou avaient menacé de s'en prendre à leurs proches ou à leurs enfants, avant de les violer, souvent à plusieurs. Des victimes ont également subi des violences sexuelles alors qu'elles tentaient de s'abriter des attaques ou de fuir.

60. Des témoins originaires de l'agglomération de Khartoum et d'autres régions du Darfour, en particulier de Nyala et de Zalingei, ont confirmé que des membres des Forces d'appui rapide et leurs alliés avaient également commis de nombreux viols et viols collectifs lors d'attaques contre des villes et des sites abritant des personnes déplacées dans le pays. Dans certaines zones de conflit, les auteurs de violences sexuelles ont proféré des injures racistes en faisant notamment référence à l'appartenance à une ethnie non arabe, associée à des attributs négatifs (voir par. 53 ci-dessus), signe que l'appartenance ethnique est un motif de discrimination entraînant souvent des agressions plus violentes. Des défenseurs des droits de l'homme, des journalistes et des membres du personnel médical ont également été la cible de violences sexuelles, apparemment en représailles de leurs activités.

61. Au Darfour et dans l'agglomération de Khartoum, des femmes et des filles ont également été enlevées par les Forces d'appui rapide à des fins de violence sexuelle et d'exploitation sexuelle. Des victimes ont été enlevées et transportées dans des lieux reculés, où elles ont été violées. Des témoins ont également indiqué que des femmes et des filles avaient été enlevées et emmenées dans des pick-up vers des destinations inconnues. Des victimes ont affirmé avoir été enlevées et retenues de force dans une maison ou une pièce pour une durée comprise entre plusieurs jours et plusieurs mois, au cours de laquelle elles ont fait l'objet de viols répétés ou d'exploitation sexuelle par différents membres des Forces d'appui rapide et ont été menacées de violence ou de mort si elles essayaient de quitter les lieux ou de résister aux agressions sexuelles.

62. Compte tenu de ce qui précède, la mission constate que les viols à grande échelle et les autres formes de violence sexuelle commis par les Forces d'appui rapide et les milices qui leur sont alliées constituent des violations du droit international humanitaire attentatoires à la vie, à l'intégrité et à la dignité de la personne, en particulier les traitements humiliants, dégradants et cruels, les actes de torture, le viol et toute forme d'attentat à la pudeur, ainsi que la menace de tels actes. Elle constate en outre qu'en procédant à l'enlèvement, à la séquestration et à la détention de femmes et de filles à des fins sexuelles, y compris le viol et l'exploitation sexuelle, les Forces d'appui rapide ont exercé des pouvoirs associés au droit de propriété sur leurs victimes, qu'elles ont également privées de leur liberté, ce qui constitue autant d'actes interdits d'esclavage sexuel. Au regard du droit international des droits de l'homme, ces actes constituent des violations du droit de ne pas être soumis à la torture ni à des peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, y compris le viol et la violence sexuelle, du droit à la santé physique et mentale, y compris les droits en matière de procréation, et du droit de ne pas subir de discrimination fondée sur le genre.

63. La mission a également recensé plusieurs cas de violence sexuelle, y compris des viols et des menaces de viol, imputés aux Forces armées soudanaises et à leur agence de renseignement militaire. Des allégations ont été portées à son attention, selon lesquelles les Forces armées soudanaises se sont livrées, dans les zones qu'elles contrôlaient, à des actes d'exploitation sexuelle de femmes et de filles en échange de nourriture. Des enquêtes complémentaires sont nécessaires pour déterminer l'ampleur et les caractéristiques des violences sexuelles commises par les Forces armées soudanaises dans le cadre du conflit actuel.

D. Violations graves commises contre des enfants

64. Le conflit a des conséquences catastrophiques pour les enfants, qui sont enrôlés et utilisés dans des hostilités, tués, blessés, enlevés, déplacés de force, détenus avec des adultes, torturés, soumis à des violences sexuelles et privés de soins de santé et d'éducation. Dans son dernier rapport annuel sur les enfants et les conflits armés, le Secrétaire général cite les Forces armées soudanaises et les Forces d'appui rapide parmi les parties ayant commis des violations graves contre des enfants¹⁵. Elles ont toutes deux été récemment inscrites sur la liste des parties qui tuent des enfants et portent atteinte à leur intégrité physique et celle des parties qui se livrent à des attaques contre des écoles ou des hôpitaux. Les Forces d'appui rapide ont, elles, été inscrites sur la liste des parties qui recrutent et utilisent des enfants et celle des parties qui commettent des viols et d'autres formes de violence sexuelle sur des enfants. Les résultats des enquêtes menées par la mission vont dans le même sens. La mission a en outre reçu de nombreuses informations crédibles selon lesquelles les Forces armées soudanaises ont contribué à la formation et à l'armement des enfants qui ont rejoint les Forces de mobilisation populaire.

1. Enrôlement ou utilisation d'enfants dans des hostilités

65. Bien que le Gouvernement soudanais se soit engagé à maintenir à 18 ans l'âge minimum requis pour s'engager dans l'armée et à interdire la conscription, forcée ou non, de toute personne n'ayant pas atteint cet âge, des informations crédibles indiquent que des enfants de moins de 18 ans ont été associés aux troupes régulières des Forces armées soudanaises, notamment au Darfour. Il est particulièrement inquiétant de constater que les dirigeants de ces forces concluent des alliances avec des groupes armés figurant dans le rapport du Secrétaire général sur la liste des parties qui recrutent et utilisent des enfants dans des hostilités, notamment l'Armée de libération du Soudan-faction Minni Minawi et le Mouvement pour la justice et l'égalité.

66. Les Forces d'appui rapide et les milices qui leur sont alliées enrôlent des enfants et les utilisent systématiquement dans des hostilités. Selon des témoins, des jeunes garçons ont été vus avec les Forces d'appui rapide et les milices qui leur sont alliées, à Geneina, Ardamata et dans d'autres localités situées le long de la frontière avec le Tchad, ainsi qu'à Zalingei, Nyala, Wad Madani et Khartoum. Les informations reçues indiquent également que des enfants ont combattu aux côtés de ces forces à El-Fasher.

67. Des enfants sont utilisés par les Forces d'appui rapide et les milices qui leur sont alliées comme gardes du corps ou informateurs dans des unités de combat, ou encore pour procéder à des patrouilles de sécurité, surveiller les postes de contrôle, effectuer des perquisitions, surveiller les personnes arrêtées, piller, déclencher des incendies criminels et commettre des actes de torture dans des centres de détention. Des témoins oculaires ont indiqué que certains enfants portaient l'uniforme de ces forces et qu'ils étaient parfois gradés.

2. Enfants tués ou blessés

68. Des informations ont été reçues au sujet d'enfants tués, mutilés ou gravement blessés à la suite de frappes aériennes et de bombardements de zones résidentielles, notamment à Khartoum et dans certaines parties du Darfour. De nombreux témoins oculaires ont signalé la mort d'enfants dans les frappes aériennes qui ont touché des biens de caractère civil, à

¹⁵ Voir [A/78/842-S/2024/384](#).

savoir notamment des marchés ou des écoles et des zones densément peuplées. Par exemple, comme cela est indiqué plus haut, le bombardement aérien de l'école élémentaire de Hadra dans le Kordofan méridional, qui aurait été mené le 14 mars 2024 par les Forces armées soudanaises, a tué 11 enfants et en a blessé 46.

69. Au Darfour, des corps, notamment d'enfants ayant succombé à des blessures par balle, ont été vus gisants dans les rues pendant l'attaque de Geneina par les Forces d'appui rapide et les milices qui leur sont alliées (par. 49 à 56). Des enfants ont été tués dans la rue par des tireurs embusqués, chez eux ou dans des bombardements menés par les Forces d'appui rapide et les milices alliées à celles-ci qui ont touché des maisons, des écoles ou des hôpitaux, à Geneina, Ardamata et Zalingei.

70. Compte tenu de ce qui précède et d'autres sections pertinentes du présent rapport, la mission constate que les Forces d'appui rapide et les milices qui leur sont affiliées ont enrôlé et utilisé des enfants dans des hostilités, tué et mutilé des enfants, commis des enlèvements et des viols d'enfants ou d'autres violences sexuelles visant des enfants, perpétré des attaques contre des écoles et des hôpitaux et empêché l'acheminement d'une aide humanitaire essentielle pour les enfants. Elle constate que les Forces armées soudanaises ont tué et mutilé des enfants, perpétré des attaques contre des écoles et empêché l'acheminement d'une aide humanitaire essentielle pour les enfants. Ces actes constituent des violations du droit international humanitaire et du droit international des droits de l'homme, en particulier de la Convention relative aux droits de l'enfant et de son Protocole facultatif concernant l'implication d'enfants dans les conflits armés, et relèvent des six violations graves des droits de l'enfant commises lors de conflits armés¹⁶.

E. Arrestations et détentions arbitraires

71. La mission a recueilli des informations concernant des arrestations et des détentions menées à grande échelle, depuis mi-avril 2023, par les Forces armées soudanaises et les Forces d'appui rapide dans les zones qu'elles contrôlent. Des civils ont été arrêtés essentiellement parce qu'ils étaient soupçonnés de soutenir l'autre partie au conflit. Des arrestations et des détentions ont été recensées à différents endroits dans les États de Khartoum, du Darfour occidental, du Darfour central et du Nil. Il a été signalé que les Forces armées soudanaises et les Forces d'appui rapide avaient recours à des lieux de détention non officiels. Une usine, le centre sportif de Khartoum, des écoles et des bâtiments résidentiels ordinaires servaient ainsi de centres de détention aux Forces d'appui rapide, en particulier dans les États de Khartoum et du Nil-Bleu.

72. Des civils ont été arrêtés à différents endroits, notamment à des postes de contrôle ou chez eux, et ont souvent été victimes de violences physiques au moment de leur arrestation. Les conditions de détentions seraient difficiles. Des victimes ont affirmé avoir été détenues dans des lieux extrêmement surpeuplés et dans des conditions inhumaines, sans accès à une alimentation adéquate, à l'eau ou à des installations sanitaires. Il semblerait en outre que ces lieux soient totalement dépourvus d'installations médicales. Les arrestations ont été effectuées sans mandat ou autre type de document juridique et les détenus ont été privés de l'assistance d'un avocat et de visites de leur famille.

73. D'anciens détenus ont dit à la mission qu'ils avaient été placés en détention avec des centaines d'autres personnes. Un homme détenu en décembre 2023 dans un centre tenu par les Forces armées soudanaises a estimé à environ 400 le nombre de détenus. Un autre ancien détenu a dit avoir été placé avec plus de 600 autres personnes dans un lieu de détention des Forces d'appui rapide, en novembre 2023. Des garçons de moins de 18 ans ont été arrêtés et détenus, avec des hommes adultes, aussi bien par les Forces armées soudanaises que les Forces d'appui rapide, à Khartoum et au Darfour. De nombreux décès survenus dans les lieux de détention de l'une ou l'autre de ces forces ont été signalés.

¹⁶ Voir la résolution 1261 (1999) du Conseil de sécurité. Voir également : www.unicef.org/fr/recits/enfants-pris-pour-cible-six-violations-graves-des-droits-des-enfants-en-temps-de-guerre.

74. Compte tenu de ce qui précède, la mission constate que tant les Forces d'appui rapide que les Forces armées soudanaises ont arrêté et détenu arbitrairement des civils, y compris des enfants, en violation des garanties fondamentales prévues par le droit international humanitaire et le droit international des droits de l'homme. Les personnes arrêtées, y compris les enfants, n'étaient pas informées des raisons de leur arrestation ni des accusations portées contre elles, et étaient souvent détenues dans des lieux non officiels et dans des conditions inhumaines, sans accès à l'assistance d'un avocat ou à un contrôle judiciaire, en violation du Pacte international relatif aux droits civils et politiques et de la Convention relative aux droits de l'enfant.

F. Torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants

75. Des actes constitutifs de torture ou d'autres formes de mauvais traitements ont été commis par les Forces armées soudanaises, notamment par leurs services de renseignement militaire, ainsi que par les Forces d'appui rapide et les milices qui leur sont alliées.

76. Les méthodes de torture les plus couramment employées par les Forces armées soudanaises, selon la mission, consistaient notamment : à verser de l'eau froide sur la victime ; à la fouetter ; à la battre sur différentes parties du corps ou, dans certains cas, sur le corps tout entier à l'aide de câbles métalliques, de fouets, de fusils ou d'autres armes, provoquant parfois des entailles profondes et des hémorragies ; à lui arracher ou briser les ongles des mains ou des pieds.

77. Les méthodes de torture les plus courantes qui ont été associées aux Forces d'appui rapide consistaient notamment à fouetter la victime, à la battre sur différentes parties du corps ou, dans certains cas, sur le corps tout entier, à l'aide de câbles métalliques, de fouets, de fusils ou d'autres armes. À titre d'exemple, une victime a affirmé que les Forces d'appui rapide l'avaient enlevée alors qu'elle se trouvait dans une maison à Geneina, lui avaient bandé les yeux et l'avaient transférée vers un autre lieu, où elle a été frappée avec un fouet pendant un temps qui lui a semblé interminable, et gravement blessée.

78. Des garçons de moins de 18 ans ont également été victimes d'actes de torture ou de mauvais traitements, et parfois de violences sexuelles, durant leur détention. Les Forces d'appui rapide semblent en outre avoir utilisé des adolescents comme gardiens dans des centres de détention, où ils étaient amenés à torturer d'autres détenus, notamment au poste de police d'Al-Nakhil à Omdurman.

79. Compte tenu de ce qui précède, la mission constate que tant les Forces armées soudanaises que les Forces d'appui rapide ont intentionnellement infligé à leurs victimes, y compris à des enfants, des douleurs ou des souffrances physiques et psychologiques aiguës dans le but de les intimider, de faire pression sur elles, d'obtenir d'elles des aveux, de les punir ou pour des motifs discriminatoires. Ces actes constituent des violations au regard du droit international humanitaire, à savoir des atteintes portées à la vie et à l'intégrité corporelle, notamment des traitements cruels et des actes de torture, ainsi que des atteintes à la dignité de la personne, notamment des traitements humiliants et dégradants. Ils constituent également des violations du droit international des droits de l'homme, en particulier de la Convention contre la torture et de la Convention relative aux droits de l'enfant.

G. Répression de la liberté d'expression, de l'information et des médias

80. Après le déclenchement du conflit, les principaux médias et services de télécommunications ont été interrompus ou fermés. Les Forces d'appui rapide ont pris le contrôle d'infrastructures de communications clés, ce qui a entraîné d'importantes perturbations de réseau et empêché les civils d'avoir accès à des services essentiels. La coupure d'accès à Internet par les Forces armées soudanaises et les Forces d'appui rapide a en outre entravé l'activité des travailleurs humanitaires de première ligne, notamment ceux

qui œuvraient au sein des services d'intervention d'urgence¹⁷, en les empêchant de coordonner la fourniture et la réception de produits alimentaires, de médicaments et d'autres produits essentiels destinés aux personnes qui en ont besoin.

81. De plus, les Forces d'appui rapide et les Forces armées soudanaises, ainsi que leurs services de renseignement respectifs, ont systématiquement censuré les médias et réprimé leur liberté en arrêtant, menaçant, intimidant, harcelant et agressant les journalistes et les professionnels des médias. Une journaliste a été menacée à plusieurs reprises par les Forces d'appui rapide après avoir été associée à la médiatisation des violations des droits de l'homme commises par ces forces. Celles-ci ont commencé par avertir son frère qu'en continuant d'écrire la journaliste s'exposait à des problèmes. Deux membres de ces forces ont ensuite menacé de mort l'intéressée en personne, et ont ultérieurement ouvert le feu sur son domicile familial. La journaliste, sa mère et sa sœur ont été contraintes d'entrer dans la clandestinité. Dans une autre affaire, un journaliste indépendant a été arrêté, agressé et menacé par des agents des services du renseignement militaire des Forces armées soudanaises, en juin 2024, à El-Fasher. Il a affirmé avoir été détenu dans une petite cellule et avoir été roué de coups de pied et battu jusqu'à ce qu'il perde connaissance.

82. La mission a aussi rassemblé des informations sur de nombreux cas de menaces, d'intimidation, de harcèlement, d'agressions et de représailles qui étaient le fait des Forces armées soudanaises et des Forces d'appui rapide et visaient des personnes qui participaient au recueil d'informations sur les violations des droits de l'homme, dont des défenseurs des droits de l'homme, des avocats, des membres des services d'intervention d'urgence et du comité de résistance, ainsi que d'autres membres de la société civile.

83. Compte tenu de ce qui précède, la mission constate que les Forces d'appui rapide et les Forces armées soudanaises ont imposé d'importantes coupures d'accès à Internet en bloquant l'accès à l'information et aux communications par l'intermédiaire d'Internet et des médias et en restreignant la liberté d'expression des journalistes et des professionnels des médias, ce qui est incompatible avec le droit à la liberté d'opinion et d'expression prévu par le Pacte international relatif aux droits civils et politiques et la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples.

H. Situation humanitaire

84. Selon le Bureau de la coordination des affaires humanitaires, près de 16 millions de personnes avaient besoin d'une aide vitale au Soudan du fait des conflits et des instabilités internes qui perduraient, ainsi que de la crise économique qui sévissait déjà avant le début du conflit¹⁸. En août 2024, plus de la moitié de la population soudanaise, soit 25,6 millions de personnes, souffrait de faim aiguë. Parmi celles-ci, plus de 8,5 millions de personnes connaissaient des niveaux de faim alarmants et plus de 755 000 vivaient dans des conditions catastrophiques dans les États du Darfour, du Kordofan méridional, du Kordofan septentrional, du Nil Bleu, de Gazira et de Khartoum¹⁹.

85. Le conflit a conduit le système de santé du pays au bord de l'effondrement et la population se trouve face à une combinaison fatale de facteurs : déplacements, pénuries d'eau potable, faim et maladies. En juillet 2024, le Comité d'examen des situations de famine du Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire a conclu que l'un des camps de personnes déplacées à l'intérieur du pays était en situation de famine (situation dans laquelle au moins une personne ou un ménage sur cinq souffre d'un manque extrême de nourriture et de la faim et vit dans le dénuement le plus complet, entraînant des niveaux extrêmement élevés de malnutrition aiguë et la mort)²⁰.

¹⁷ Espaces créés en ligne par un mouvement citoyen pour coordonner les aides en recueillant les demandes d'aide du public sur des plateformes de médias sociaux.

¹⁸ Voir <https://reports.unocha.org/en/country/sudan/card/7yQOEKQPua/>.

¹⁹ « Sudan: humanitarian update-1 September 2024 ».

²⁰ Voir <https://reliefweb.int/report/sudan/famine-sudan-ipc-famine-review-committee-confirms-famine-conditions-parts-north-darfur>.

86. Les restrictions d'accès, notamment les obstacles administratifs, ainsi que l'insécurité en matière d'aide humanitaire et celle qui touche les travailleurs humanitaires sont venues aggraver encore la crise humanitaire. Des organisations humanitaires actives au Soudan ont indiqué qu'elles se heurtaient à de nombreuses difficultés, notamment au refus arbitraire de traiter les demandes de visas destinés aux travailleurs humanitaires ou à des retards dans leur traitement, à des restrictions de passage aux frontières qui entravent l'acheminement de l'aide humanitaire et à des retards dans la délivrance de permis de voyage aux travailleurs humanitaires ainsi que de documents autorisant la circulation de l'aide humanitaire à l'intérieur du pays²¹. Depuis le début de mars 2024, cela faisait plus de quatre-vingt-dix jours que le déplacement prévu de plus de 125 camions vers des zones difficiles d'accès était bloqué dans l'attente d'une approbation, ce qui a empêché l'acheminement de l'aide humanitaire dans le sud, le centre, le nord et l'est des États du Darfour et de Khartoum²².

87. Aux postes frontières, les Forces armées soudanaises entravent, notamment par l'intermédiaire de leurs services de renseignement, l'acheminement de l'aide humanitaire vers les populations qui ont besoin d'assistance, en particulier l'accès aux zones contrôlées par les Forces d'appui rapide, lesquelles empêchent aussi de leur côté l'accès aux zones contrôlées par l'autre partie. De février à août 2024, les Forces armées soudanaises ont refusé de laisser passer l'aide humanitaire en provenance du Tchad par le poste frontière d'Adré, au motif que les Forces d'appui rapide en tireraient profit. Ces dernières ont, de leur côté, empêché l'acheminement de fournitures médicales vers El-Fasher au motif que cela profiterait aux Forces armées soudanaises. Les autorités soudanaises ont rouvert le poste frontière d'Adré le 15 août 2024, alors que les pourparlers menés par les États-Unis d'Amérique se poursuivaient à Genève²³.

88. Si la mission se félicite de la réouverture du poste frontière d'Adré, elle constate néanmoins que, malgré l'appel lancé par le Conseil de sécurité aux parties au conflit, dans ses résolutions 2724 (2024) et 2736 (2024), pour leur demander d'autoriser et de faciliter l'acheminement rapide, sûr, durable et sans entrave de l'aide humanitaire destinée aux civils qui en ont besoin, tant les Forces armées soudanaises que les Forces d'appui rapide ont mené des activités contraires aux obligations que leur impose le droit international humanitaire en matière d'acheminement de l'aide humanitaire.

VII. Crimes internationaux et auteurs des faits

89. La mission a examiné les éléments exposés ci-dessus conformément aux critères d'établissement de la preuve qu'elle s'est fixés au regard du droit international des droits de l'homme et du droit international humanitaire, sous l'angle du droit pénal international, qui prévoit la responsabilité pénale individuelle des auteurs des principaux crimes internationaux.

A. Crimes de guerre

90. La mission constate que les violations décrites ci-dessus ont été commises dans le contexte du conflit armé non international qui sévit au Soudan depuis mi-avril 2023. Partant de là, elle estime qu'il existe des motifs raisonnables de croire que nombre des violations du droit international humanitaire constatées constituent des crimes de guerre.

91. La mission a des motifs raisonnables de croire que les Forces d'appui rapide et les milices qui leur sont affiliées ont commis les crimes de guerre que sont : les atteintes à la vie et à l'intégrité corporelle, notamment le meurtre sous toutes ses formes, les mutilations, les traitements cruels et la torture ; les atteintes à la dignité des personnes, notamment les traitements humiliants et dégradants ; le viol, l'esclavage sexuel et toute forme d'attentat à la pudeur ; les pillages de villes ou de lieux ; le fait de procéder à la conscription ou à

²¹ Voir <https://reliefweb.int/report/sudan/sudan-humanitarian-access-snapshot-july-2024>.

²² Bureau de la coordination des affaires humanitaires, « Sudan: humanitarian update-24 June 2024 ».

²³ Voir <https://reliefweb.int/report/sudan/sudan-adre-border-crossing-situation-update-flash-update-no-01-27-august-2024-enar>.

l'enrôlement d'enfants de moins de 15 ans ou de les faire participer activement à des hostilités ; les attaques dirigées intentionnellement contre la population civile ; le fait d'ordonner le déplacement de la population civile pour des raisons ayant trait au conflit.

92. La mission a également des motifs raisonnables de croire que les Forces armées soudanaises ont commis les crimes de guerre que sont les atteintes à la vie et à l'intégrité corporelle, notamment le meurtre sous toutes ses formes, les mutilations, les traitements cruels et la torture ; les atteintes à la dignité des personnes, notamment les traitements humiliants et dégradants.

B. Crimes contre l'humanité

93. On entend par « crime contre l'humanité » des actes interdits commis dans le cadre d'une attaque généralisée ou systématique lancée contre toute population civile et en connaissance de cette attaque. Par « attaque lancée contre une population civile », on entend le fait de commettre plusieurs actes dirigés contre une population majoritairement civile, en application ou dans la poursuite du plan ou de la politique d'un État ou d'une organisation, ce qui peut être déduit des actes commis²⁴.

94. La mission a établi qu'une attaque de grande ampleur a été menée par les Forces d'appui rapide et les milices alliées à celles-ci contre la population civile majoritairement non arabe, en particulier massalit, de Geneina et d'autres zones situées le long des itinéraires empruntés par les civils fuyant cette ville. Après examen des faits, la mission constate que cette attaque avait un caractère généralisé ou systématique. Elle constate en outre, sur la base de déductions tirées de l'examen des faits, que l'attaque a été perpétrée en application ou dans la poursuite de la politique d'une organisation.

95. La mission a des motifs raisonnables de croire que les Forces d'appui rapide et les milices alliées à celles-ci ont commis les crimes contre l'humanité que sont le meurtre, la torture, la réduction en esclavage, le viol, l'esclavage sexuel et les actes à caractère sexuel de gravité comparable, la persécution intersectionnelle fondée sur l'ethnie et le genre associée aux actes susmentionnés et le déplacement forcé de populations.

VIII. Établissement des responsabilités

96. Il incombe au premier chef au Soudan de prévenir les violations des droits de l'homme, les atteintes à ces droits et les violations du droit international humanitaire, et d'y mettre fin. Conformément aux Principes fondamentaux et directives concernant le droit à un recours et à réparation des victimes de violations flagrantes du droit international des droits de l'homme et de violations graves du droit international humanitaire, le pays doit garantir le droit des victimes à un recours et à des réparations.

A. Système juridique interne

97. À la suite de la destitution de l'ancien Président, M. Al-Bashir, la Déclaration constitutionnelle transitionnelle de 2019 (décret constitutionnel n° 38), modifiée en 2020 par l'Accord de Djouba pour la paix au Soudan, a défini les réformes législatives et institutionnelles que les organes de l'État devaient engager pour remédier aux effets des violations commises par le passé. Cette dynamique a cependant été interrompue après le coup d'État militaire de 2021 et le conflit actuel qui en a découlé.

98. La loi pénale de 1991, modifiée en 2009, permet de poursuivre au niveau national les auteurs de certains actes constitutifs de crimes de guerre, de crimes contre l'humanité ou de génocide. La loi de 2007 sur les forces armées, modifiée en 2022, contient aussi des dispositions relatives aux crimes de guerre. Cependant, les catégories et les définitions

²⁴ Tribunal international pour l'ex-Yougoslavie, *Procureur c. Kordić et Čerkez*, jugement, 26 février 2001, par. 178 à 182.

utilisées dans la législation soudanaise sont plus étroites que celles que reconnaît le droit international, ce qui entrave l'établissement des responsabilités pour certains crimes internationaux commis au niveau national.

99. En ce qui concerne l'infrastructure judiciaire et juridique, la mission a reçu des informations concernant la destruction de bâtiments et de registres publics par les Forces d'appui rapide, en particulier dans les États de Khartoum et du Darfour. Plusieurs personnes interrogées ont indiqué que des tribunaux avaient été pris pour cible, notamment à Geneina, Nyala et Zalingei, et que des dossiers avaient été détruits. Des prisons ont également été attaquées à différents endroits et des détenus auraient été libérés par les parties belligérantes, ce qui témoigne de l'effondrement de l'état de droit.

B. Mécanismes d'établissements des responsabilités dans les zones contrôlées par les Forces armées soudanaises

100. Le 21 juillet 2023, les autorités soudanaises ont créé le Comité national d'enquête sur les violations des droits de l'homme, les crimes de guerre, les violations commises par les Forces rebelles d'appui rapide et d'autres crimes. Selon les autorités, au 18 juin 2024, 12 470 affaires pénales avaient été enregistrées et 346 mandats d'arrêt délivrés contre des commandants et d'autres membres des Forces d'appui rapide²⁵. Les autorités ont également indiqué que 65 affaires avaient été jugées. La mission constate, après consultation de la liste figurant dans le rapport provisoire distribué par les autorités à la cinquante-sixième session du Conseil des droits de l'homme, que seules 2 des 65 affaires semblent comporter des accusations de crimes internationaux. Dans les autres cas, il s'agit d'affaires d'infractions contre l'État et de sédition. La mission a reçu des informations selon lesquelles ces affaires visaient des civils soudanais en raison de leurs activités d'avocats, de travailleurs humanitaires, de militants locaux, de défenseurs des droits de l'homme ou de coordonnateurs au sein des services d'intervention d'urgence. Cela semble indiquer que le Comité national participe à une justice sélective, qui cible essentiellement des militants perçus comme affiliés aux Forces d'appui rapide.

101. Les autorités ont mis en place un deuxième comité, dont les travaux sont axés sur les poursuites engagées au niveau international et qui est, notamment, chargé de soumettre à la Cour pénale internationale des informations sur les crimes commis par les Forces d'appui rapide²⁶. Dans sa déclaration au Conseil de sécurité du 5 août 2024, le Procureur de la Cour pénale internationale a indiqué que son bureau avait finalement pu bénéficier de la coopération des autorités soudanaises, que son équipe avait pu se rendre à Port-Soudan et qu'elle était parvenue à recueillir des éléments de preuves²⁷.

102. Jusqu'à présent, les efforts d'établissement des responsabilités déployés par les autorités ont porté sur les crimes commis par les Forces d'appui rapide et toute partie perçue comme leur étant affiliée. La mission n'a reçu aucune information sur les enquêtes menées et les poursuites engagées, le cas échéant, contre des membres des Forces armées soudanaises ou d'autres entités gouvernementales ayant commis des crimes internationaux. Elle est d'avis que l'évolution de la situation au niveau national semble indiquer que les autorités sont peu disposées à enquêter et à poursuivre tous les auteurs de crimes sur un pied d'égalité. En outre, des victimes lui ont fait savoir qu'elles n'avaient pas suffisamment confiance dans le système judiciaire national et qu'elles craignaient notamment d'être la cible de représailles depuis qu'elles avaient signalé des violations commises par les Forces armées soudanaises et d'autres entités gouvernementales.

²⁵ Procureur général du Soudan, déclaration faite à la cinquante-sixième session du Conseil des droits de l'homme, Genève, 18 juin 2024.

²⁶ Voir [A/HRC/55/G/2](#).

²⁷ Voir [S/PV.9697](#).

C. Mécanismes d'établissement des responsabilités dans les zones contrôlées par les Forces d'appui rapide

103. Les Forces d'appui rapide ont annoncé la création du « Comité d'enquête du commandant Fudail », chargé de mener des enquêtes sur toute activité criminelle menée dans les zones qu'elles contrôlent, et d'une commission d'enquête chargée de faire la lumière sur les massacres signalés à Ardamata²⁸. Le Procureur de la Cour pénale internationale a indiqué que son bureau avait reçu les noms de personnes qui, selon les Forces d'appui rapide, faisaient partie d'une commission d'enquête, mais qu'aucune information ne lui avait été communiquée par lesdites forces au sujet des allégations les visant ou celles visant les Forces armées soudanaises²⁹.

104. La mission a reçu des allégations selon lesquelles les Forces d'appui rapide se sont dotées de leur propre administration dans les zones qu'elles contrôlent, y compris d'un tribunal de campagne, placé sous l'autorité du chef de l'administration et chargé d'examiner les affaires relatives aux activités criminelles. Elle n'a pas été en mesure d'obtenir davantage d'informations sur ces mécanismes ni sur leurs activités, qui semblent n'avoir eu aucune incidence notable sur les violations commises par les Forces d'appui rapide et les milices alliées à celles-ci. Elle craint que ces tribunaux, créés en dehors du cadre prévu par la loi, n'aient pas le moindre fondement juridique et ne respectent pas les garanties d'un procès équitable.

IX. Moyens envisageables pour établir les responsabilités et garantir l'accès des victimes à la justice

105. Si l'on veut que la paix dure longtemps au Soudan, il faut établir les responsabilités. La mission estime que seul un processus global de justice transitionnelle s'appuyant sur des mécanismes appropriés peut mettre fin à l'impunité et aux lacunes de la justice au Soudan et offrir des moyens de recours et de réparation aux victimes. Dans ce contexte, la note d'orientation du Secrétaire général sur la justice transitionnelle, actualisée en 2023, et la Politique de justice transitionnelle de l'Union africaine, adoptée en 2019, sont très pertinentes au regard de la situation actuelle. Ces documents d'orientation reprennent les quatre piliers de la justice transitionnelle, à savoir la justice, la vérité, la réparation et les garanties de non-répétition.

106. En ce qui concerne le premier pilier relatif à la justice, il existe déjà un mécanisme qui s'inscrit dans la continuité de la compétence de la Cour pénale internationale pour connaître des crimes commis au Darfour depuis le 1^{er} juillet 2002. Le rôle de la Cour reste essentiel, compte tenu en particulier des décennies d'impunité que le pays a connues. Depuis qu'elle a été saisie par le Conseil de sécurité, la Cour a délivré sept mandats d'arrêt. Le procès contre Ali Muhammad Ali Abd-Al-Rahman, qui a été transféré à la Cour le 9 juin 2020, est en cours. Dans un cas, les charges n'ont pas été confirmées, et dans un autre, l'affaire a été classée à la suite du décès du suspect. Quatre suspects, dont l'ancien Président, M. Al-Bashir, sont toujours en fuite. Le Procureur de la Cour pénale internationale a indiqué le 5 août 2024 que certaines demandes d'assistance avaient été traitées par le Soudan et que d'autres étaient en attente d'exécution³⁰. Le conflit touchant désormais la majeure partie du Soudan, la compétence de la Cour devrait être étendue à l'ensemble du pays.

107. En outre, étant donné que la Cour pénale internationale concentre ses efforts sur quelques affaires impliquant les principaux responsables de crimes internationaux, d'autres voies d'accès à la justice devraient être envisagées pour que les auteurs aient à répondre de leurs actes à tous les niveaux. Plusieurs solutions sont possibles, des mécanismes judiciaires purement internationaux aux mécanismes hybrides ou internationalisés. Les États sont encouragés à avoir recours à la compétence universelle pour poursuivre les personnes soupçonnées d'avoir commis des crimes internationaux.

²⁸ A/HRC/55/29, par. 96.

²⁹ Voir S/PV.9538.

³⁰ Voir S/PV.9697.

108. Il faut recenser rigoureusement les causes profondes des violations qui empêchent systématiquement le Soudan de garantir le respect, la protection et la réalisation des droits humains de sa population, et de s'y attaquer résolument. À cette fin, la mise en place d'un véritable processus de recherche de la vérité permettrait de faire face à l'ampleur des violations commises et d'en atténuer les effets sur les personnes et les communautés. Des commissions de la vérité peuvent être créées en parallèle avec le mécanisme judiciaire proposé. Elles renforceraient le dialogue national, tout en ayant la possibilité de renvoyer des affaires au mécanisme judiciaire, le cas échéant. Pour favoriser une culture de la responsabilité, ces commissions ne devraient pas être dotées du pouvoir d'accorder l'immunité ou une amnistie aux responsables de crimes internationaux.

109. La réparation des violations graves des droits de l'homme et du droit international humanitaire, notamment sous forme de restitution, d'indemnisation, de réadaptation, de satisfaction et de garanties de non-répétition, telle qu'énoncée dans les Principes fondamentaux et directives concernant le droit à un recours et à réparation des victimes de violations flagrantes du droit international des droits de l'homme et de violations graves du droit international humanitaire, est essentielle pour aider les victimes, les personnes survivantes, les familles et les communautés à surmonter les effets dévastateurs de la violence. Des acteurs de la société civile soudanaise, des défenseurs des droits de l'homme, des militants, des personnes survivantes, des témoins et des juristes ont indiqué à la mission qu'il était essentiel d'apporter immédiatement une assistance aux victimes du conflit et aux personnes survivantes à l'intérieur du pays, ainsi qu'aux personnes déplacées. Une entité spéciale devrait être créée à cet effet.

X. Conclusions et recommandations

110. Le Soudan est en pleine tourmente et sa population, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays, connaît d'immenses souffrances. La mission d'établissement des faits conclut que les Forces armées soudanaises et les Forces d'appui rapide, ainsi que les milices qui leur sont alliées, sont responsables de violations massives des droits de l'homme et du droit international humanitaire. Bon nombre de ces violations constituent des crimes internationaux.

111. La mission estime qu'il existe des motifs raisonnables de croire que les Forces armées soudanaises et les milices alliées à celles-ci ont commis les crimes de guerre que sont les atteintes à la vie et à l'intégrité corporelle, notamment le meurtre sous toutes ses formes, les mutilations, les traitements cruels et la torture, ainsi que les atteintes à la dignité des personnes, notamment les traitements humiliants et dégradants.

112. La mission estime qu'il existe des motifs raisonnables de croire que les Forces d'appui rapide et les milices qui leur sont alliées ont commis les crimes de guerre que sont les atteintes à la vie et à l'intégrité corporelle, notamment le meurtre sous toutes ses formes, les mutilations, les traitements cruels et la torture, les atteintes à la dignité des personnes, le viol, l'esclavage sexuel et toute forme d'attentat à la pudeur, le pillage, le fait de procéder à la conscription ou à l'enrôlement d'enfants de moins de 15 ans ou de les faire participer activement à des hostilités, les attaques dirigées intentionnellement contre la population civile, les attaques intentionnelles contre des personnes et des biens employés dans le cadre d'une mission d'aide humanitaire ou d'autres biens bénéficiant d'une protection spéciale, ainsi que le fait d'ordonner le déplacement de la population civile pour des raisons ayant trait au conflit. La mission estime en outre qu'il existe des motifs raisonnables de croire que les Forces d'appui rapide ont commis les crimes contre l'humanité que sont le meurtre, la torture, la réduction en esclavage, le viol, l'esclavage sexuel et les actes à caractère sexuel de gravité comparable, la persécution intersectionnelle fondée sur l'ethnie et le genre associée aux actes susmentionnés et le déplacement forcé de populations. Par conséquent, elle formule les recommandations ci-après.

113. Le peuple soudanais a beaucoup souffert. Ses souffrances doivent cesser et ses droits humains doivent être protégés. Pour y parvenir, il est indispensable de mettre fin aux combats. Tout doit être fait pour aboutir à un cessez-le-feu durable qui favoriserait également l'acheminement efficace d'une aide humanitaire dont le besoin se fait

cruellement sentir. Préoccupée par l'insécurité alimentaire généralisée dans plusieurs régions du Soudan et par la faim qui sévit, la mission prend note de l'accord sur l'ouverture du poste frontière d'Adré conclu avec le Tchad, qu'elle considère comme un pas dans la bonne direction. Elle salue les divers efforts déployés pour amener les parties à la table des négociations et demande instamment que tout accord conclu, notamment en ce qui concerne la cessation permanente des hostilités, tienne compte des conclusions et recommandations figurant dans le présent rapport.

114. Étant donné que jusqu'ici les civils n'ont pas été protégés par les parties, la mission recommande le déploiement d'une force indépendante et impartiale qui serait chargée de leur protection au Soudan. La protection des civils est primordiale et les parties doivent respecter les obligations que leur impose le droit international. Les Forces armées soudanaises, les Forces d'appui rapide et les milices alliées aux unes ou aux autres doivent s'abstenir de lancer des attaques contre des civils ou des biens de caractère civil, de piller des biens, de porter atteinte à la dignité des personnes, de torturer, de violer ou de commettre d'autres formes de violence sexuelle, et d'enrôler ou d'utiliser des enfants. Les attaques motivées par l'appartenance ethnique doivent cesser. Les chefs militaires doivent donner des instructions expresses et détaillées à leurs forces et aux milices alliées pour qu'elles s'abstiennent de tout acte illégal, conformément aux engagements qu'ils ont pris dans le cadre de la Déclaration de Djedda. Ils doivent enquêter de manière efficace sur toutes les violations et traduire leurs auteurs en justice.

115. La mission est convaincue que les combats cesseront lorsque le flux d'armes s'arrêtera. Par conséquent, tous les États et toutes les entités doivent respecter l'embargo sur les armes au Darfour, conformément à la résolution 1556 (2004) du Conseil de sécurité et aux résolutions ultérieures. Cet embargo devrait être appliqué à l'ensemble du pays. La fourniture d'armes, de munitions ou d'autres formes d'appui logistique ou financier à l'une ou l'autre des parties belligérantes doit cesser immédiatement, les fournisseurs d'armes étant susceptibles de se rendre complices de graves violations des droits de l'homme et du droit humanitaire. Les entreprises et les acteurs privés ayant des activités au Soudan doivent respecter les Principes directeurs relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme.

116. Les déplacements forcés doivent cesser et les communautés qui accueillent les réfugiés devraient bénéficier d'un appui. La mission salue la générosité des communautés d'accueil, notamment en République centrafricaine, en Égypte, en Éthiopie, au Kenya, en Ouganda, au Soudan du Sud et au Tchad. Elle demande à la communauté internationale d'accroître son soutien financier et autre aux réfugiés soudanais et aux communautés qui les accueillent, elles-mêmes en proie à des situations humanitaires désastreuses.

117. Les viols et les autres formes de violence sexuelle doivent cesser. Les femmes et les jeunes devraient pouvoir participer véritablement à toutes les négociations ou initiatives de paix, conformément à la résolution 1325 (2000) du Conseil de sécurité, de sorte qu'il soit tenu compte de leur vécu et de leurs préoccupations. L'enrôlement et l'utilisation d'enfants doivent cesser et les enfants doivent être protégés.

118. Le problème de l'impunité au Soudan fait partie des principales causes profondes de la persistance des violations depuis des dizaines d'années. La mission recommande au Conseil de sécurité d'étendre la compétence de la Cour pénale internationale à l'ensemble du territoire soudanais. Elle demande instamment au Soudan de coopérer avec la Cour en lui remettant toutes les personnes inculpées, y compris l'ancien Président, M. Al-Bashir.

119. Pour être en mesure de garantir pleinement l'établissement des responsabilités et de rendre justice aux victimes, il faut tendre vers une approche globale de la justice transitionnelle qui soit fondée sur le dialogue inclusif et de véritables consultations. La création d'un mécanisme judiciaire international distinct qui travaille de concert et de façon complémentaire avec la Cour pénale internationale, ainsi que d'une commission de la vérité et d'un bureau d'aide aux victimes et de réparation des préjudices, devrait être envisagée de toute urgence.

120. Le Soudan est un pays à la population diverse et aux ressources abondantes. Ses habitants méritent de vivre dans la paix et la prospérité. De nombreux Soudanais avec lesquels la mission s'est entretenue ont exprimé le désir de vivre dans un Soudan pacifique, inclusif et respectueux des droits de l'homme. Ils ont évoqué l'image d'un gouvernement représentatif et participatif, rassemblant toutes les communautés et au sein duquel l'égalité des droits de tous les citoyens serait respectée, indépendamment de leur race, de leur appartenance ethnique, de leur genre ou de leur situation économique. La communauté internationale doit accompagner leurs aspirations en traçant la voie vers l'égalité, la justice et une paix durable.
